J.A. 1000 Lausanne

Hebdomadaire romand
No 198 12 octobre 1972
Neuvième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro : 1 franc
Abonnement
pour une année : 33 francs
jusqu'à fin 1973 : 40 francs

Administration, rédaction :
1002 Lausanne, case 1047
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro :

Claude Bossy
Jean-Daniel Delley
Jean-Claude Favez
Jean-Pierre Ghelfi
Henri Galland

Main basse sur la télévision

Chaque fois que la TV est au programme des Chambres fédérales, elle provoque des débats mémorables. Plus d'ailleurs à cause de leur longueur et de leur caractère passionné que par l'originalité des idées exprimées. La discussion qui a suivi ces jours derniers le dépôt d'un postulat de l'Union démocratique du centre (ex-PAB) n'a pas failli à la tradition.

Ce parti, en se basant sur un petit nombre d'émissions, conclut à un malaise grandissant dans la population devant le manque d'objectivité et de pondération de certaines productions. Et d'exiger un contrôle accru par le biais d'un « office de l'information », dépendant des pouvoirs publics, et d'un « conseil de la télévision » où seraient représentées la culture, la science, la politique, l'économie, les différentes classes d'âge... Une solution bien helvétique en somme.

Le débat n'est pas nouveau. Il s'inscrit cependant dans un contexte de plus en plus précis. Radio et télévision sont en Suisse du ressort de la Confédération. Par concession celle-ci a attribué l'exclusivité de ces moyens de communication à la Société suisse de radiodiffusion (SSR). Or cette concession échoit en 1974. En 1956 le Conseil fédéral s'était vu refuser par le peuple et les cantons un article 36 bis qui lui aurait permis de légiférer en matière de radio, et de TV. Mais le gouvernement n'a pas renoncé. Depuis plusieurs années un nouvel article constitutionnel est à l'étude ; il est actuellement soumis à la procédure de consultation. On aimerait faire coïncider dans deux ans l'entrée en vigueur de l'article 36 bis, la loi d'application et la nouvelle concession.

De son côté la SSR n'ignore pas le danger. En fait elle a vécu jusqu'à présent hors des normes constitutionnelles. Avec le contrôle à la fois souple et lointain qu'implique une telle situation. Ce qu'elle veut éviter à tout prix c'est un contrôle extérieur trop rigide et par là asphyxiant. C'est pour quoi elle a commencé sa réforme sans bruit

et sans attendre les résultats du laborieux exercice juridique des experts de M. Bonvin. Cette crainte des interventions extérieures explique en grande partie l'exclusion brutale de six collaborateurs les plus remuants en octobre 1971. Dans la situation présente la TV ne peut pas se permettre de prêter le flanc à la critique. Les directions générale et régionales ont été renforcées. Un chef des programmes désigné. L'application des conclusions du rapport Hayek (dont nous reparlerons) devrait permettre une gestion digne d'une grande entreprise. Sans bavure.

Un contrôle accru du pouvoir politique sur la SSR est inacceptable. Partout où ce contrôle existe, il donne des résultats déplorables. Voyez la France et l'Italie. Celui qui est en place actuellement est largement suffisant. Quant à l'auto-contrôle, tout dépend de la manière. Augmenter les pouvoirs des directeurs ne résoud rien. La solution n'est pas dans une hiérarchie rigide. Il n'y a pas si longtemps la plupart des commentateurs TV étaient des gens de droite. Intolérable. Actuellement ils sont prudents, précautionneux même : un coup à gauche, un coup à droite ; pas d'opinions tranchées. Une TV insipide. Voilà où mènent l'objectivité et la pondération dont se gargarise l'UDC. La TV doit admettre la diversité, les commentateurs pouvoir prendre la responsabilité de leurs opinions ; même si cela déplaît à une partie du public. Pour y parvenir, deux conditions. Tout d'abord que la TV aie les coudées franches, que ses compétences et son autonomie soient définies avec précision. Ensuite, l'élaboration collective des programmes par les gens du métier, sans contrôle a priori. La crainte du supérieur ne doit pas remplacer celle de l'autorité politique. Libre opinion et décision collective, voilà peut-être les conditions d'une véritable objectivité.

Mais au fait, que cherche l'UDC ? Faire « youtser » les Suisses, comme d'aucuns prétendent depuis peu faire chanter les Français ?

Quatre colonnes de DP ouvertes à l'UBS

Nous analysons récemment la façon dont l'Union de Banques Suisses a su interpréter les arrêtés du Conseil fédéral entrés en vigueur le 27 juin 1972. Nous avons eu à ce sujet un échange de correspondance avec M. Philippe de Weck, directeur général de l'UBS, qui conteste notre analyse. A titre de documentation pour nos lecteurs, voici de larges extraits de la première lettre de M. de Weck.

Messieurs,

Je suis assez régulièrement, et avec intérêt, les publications de votre périodique. Bien entendu, fréquemment, je ne suis pas du même avis que les auteurs des articles publiés. Cela est dans la normale des choses : les hommes ne peuvent être toujours — ou même souvent — d'accord sur les idées. Prendre connaissance des idées des autres est cependant toujours enrichissant, même si les avis diffèrent.

Dans le N° 191 de votre hebdomadaire, du 24 août 1972, je suis cependant tombé sur un article intitulé « Comment profiter des arrêtés du Conseil fédéral, façon UBS » que je suis obligé de contester. Et de contester non pas dans le domaine des idées *mais dans celui des faits*. Vous avez indiqué dans cet article des faits qui sont inexacts. Je pense que ce ne sera jamais l'intention d'un journal comme le vôtre d'indiquer des faits inexacts. Et je pense aussi que vous aurez à cœur de les rectifier dans un autre numéro, sur la base des indications que je vais vous donner. Je serais très déçu du niveau de votre hebdomadaire si vous ne le faisiez pas : c'est une pure question d'objectivité.

Les faits que je vous prie de rectifier sont les suivants :

1. C'est dans sa séance *du 9 juin 1972* que le conseil d'administration de l'Union de Banques Suisses a décidé de procéder à une augmentation du capital et d'émettre un emprunt obligataire, le tout dans les conditions où ces opérations ont été réalisées par la suite.

Le conseil d'administration n'a pas du tout gardé cette décision secrète. Au contraire, il l'a publiée dans toute la presse par un communiqué dont je vous remets ci-joint un exemplaire et qui annonce toute l'opération.

2. L'ordonnance du Conseil fédéral interdisant les placements des étrangers dans les valeurs suisses a été publiée *le 26 juin 1972* et est entrée en vigueur le 27 juin 1972, donc 15 jours environ *après* que l'intention d'augmenter le capital ait été annoncée publiquement.

3. Dès le 9 juin, la date de l'assemblée générale extraordinaire qui devait ratifier la proposition du conseil d'administration avait été fixée au 30 juin 1972. Cette date avait été indiquée dans le communiqué du conseil d'administration.

Première constatation

La décision d'augmenter le capital et d'émettre un emprunt obligataire dans les conditions relevées par « Domaine Public » avait été prise et publiée avant la parution des mesures du Conseil fédéral. Seule la ratification de ces mesures par l'assemblée générale extraordinaire a eu lieu après la parution de ces mesures, à une date fixée depuis longtemps.

Je crois avoir le droit de tirer de ces faits la conclusion que les opérations auxquelles a procédé l'Union de Banques Suisses et les mesures du Conseil fédéral n'ont aucun rapport entre elles, si ce n'est que les mesures du Conseil fédéral sont intervenues *au milieu* du processus de réalisation.

4. Un fait supplémentaire vient corroborer cette

conclusion. L'Union de Banques Suisses aurait désiré procéder *immédiatement* à la seconde phase de l'opération, celle de l'émission obligataire. Les mesures du Conseil fédéral ayant cependant créé une grande incertitude sur le marché des capitaux, il a fallu renvoyer à *plus tard* cette deuxième partie de l'opération. Elle a finalement eu lieu du 14 au 30 août 1972. L'édiction des mesures fédérales au milieu de l'opération décidée par l'Union de Banques Suisses a en réalité troublé cette opération.

5. Il est exact que, en ce qui concerne la partie de l'opération qui consistait en une augmentation de capital, les actionnaires étrangers porteurs d'actions UBS ont pu y participer, conformément à l'article cité par vous de l'ordonnance fédérale.

En ce qui concerne la deuxième partie de l'opération, celle consistant à émettre un emprunt obligataire avec des droits d'option donnant droit à souscrire des actions UBS, la banque a demandé

Conflit salarial dans l'horlogerie : l'indexation au pilori

Le retard apporté à la compensation de renchérissement pour les travailleurs de l'industrie horlogère représente un manque à gagner qui, compte tenu de la hausse incessante des prix, doit se situer aux environs de 200 millions de francs.

La récente décision du Tribunal arbitral horloger (TAH) de donner suite sans effet rétroactif aux revendications de la FTMH (qui remontent à plus d'une année) ne compense pas cette perte. Le montant reste acquis aux entreprises. Le manque à gagner continuera même à s'accumuler puisque l'augmentation décidée

à la Banque Nationale Suisse si l'article cité par vous était aussi applicable à l'émission des obligations. La réponse de la Banque Nationale Suisse a été négative. Dans ces conditions, les actionnaires étrangers n'ont pas pu souscrire en principe à cet emprunt. Ils n'ont pu le faire que dans la mesure où était à disposition dans la banque des quotes libres provenant de la vente d'autres titres par des étrangers.

Deuxième constatation

Je crois aussi pouvoir tirer de ces faits la deuxième conclusion suivante :

L'émission des obligations avec droit d'option n'a point permis l'afflux de fonds étrangers en Suisse. La souscription des obligations n'était possible pour les étrangers que pour la contre-valeur résultant de la vente de papiers-valeurs suisses. Si des étrangers exercent leur droit d'option, de nouveaux fonds étrangers ne pourront pas trouver un placement en Suisse.

Je souhaite vivement que vous donniez suite à ma demande et publiiez vous-mêmes les rectifications qui figurent ci-dessus. Si vous ne le faisiez pas, je serais alors contraint de les faire connaître au public d'une autre manière, en attirant l'attention

sur le fait que, sur la base de faits inexacts, vous avez tiré des conclusions non objectives. Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'assurance de mes sentiments distingués.

Philippe de Weck

EN FORME DE RÉPONSE

Un calendrier péremptoire

La pierre angulaire de cette démonstration : le secret bancaire, ou plutôt le secret qui entoure les projets du Conseil fédéral et de la BNS. Nous prenons acte de la fermeté de M. de Weck à ce sujet : l'opération de l'UBS que nous avons décrite ne saurait être la conséquence des mesures prises par le Conseil fédéral, puisque celles-ci sont postérieures aux délibérations du conseil d'administration de l'UBS. Le calendrier est péremptoire... et nous voici nageant à contre-courant de l'histoire

avec une argumentation toute de trous de serrure, de photocopies et de conciliabules officieux.

Une dernière remarque :

L'art. 5 litt. a) ne s'appliquerait pas (pas tout à fait) à l'opération proposée par l'UBS. Selon une lettre du 14 août 1972 de la BNS à l'établissement précité, l'étranger ne pouvait souscrire qu'à la condition de réaliser simultanément des titres suisses d'une valeur équivalente au montant de sa souscription. Notons que l'arrêté du 26 juin 1972 ne contient aucune disposition semblable. Il s'agit donc d'une interprétation de la BNS, interprétation contestée par l'UBS, qui s'est cependant inclinée. Les bonnes gens ! (réd.)

ne compense le renchérissement qu'à concurrence de l'indice des prix à 125,1 points. Or celui-ci a déjà atteint 129,5 à fin septembre.

Des salaires indexés

Dans son commentaire concernant la décision du Tribunal arbitral, la FTMH donne raison aux critiques que nous avons émises en son temps (DP 186). Pour que l'action syndicale ne puisse être « gelée » par de tels conflits, les horlogers, comme la presque totalité des travailleurs, doivent bénéficier des salaires indexés au coût de la vie.

Une récente déclaration du président de la Banque nationale a relancé ce débat sur l'indexation. Il est frère de celui qui porte sur la progression fiscale « à froid », et que nous avons souvent abordé dans ces colonnes.

L'indice des prix, par la méthode statistique utilisée pour déterminer l'importance relative de ses différents composants, renseigne sur les effets de la hausse des prix pour un ménage moyen (disposant d'un revenu entre 25 000 et 30 000 francs).

A vouloir utiliser ce baromètre pour tout un chacun, on tombe indiscutablement dans l'absurde. En effet, pour les gains inférieurs à ce « revenu moyen », les effets de la hausse des prix sont plus durs (c'est le cas particulièrement des retraités). Par contre, à mesure que le revenu effectif est supérieur à la moyenne, les conséquences du renchérissement sont plus facilement supportables, et en tout cas ne nécessitent pas une adaptation immédiate.

L'utilisation de l'indice des prix doit donc être nuancée. Diversifiée.

Jusqu'à 30 000 francs, par exemple, la compensation du renchérissement devrait être plus que proportionnelle, et d'autant plus que le revenu est bas. Au-delà, la compensation devrait progressivement être réduite, pour devenir nulle à 50 000 ou 60 000 francs.

Un système plus équitable

Certes, ce système est plus difficile d'application; mais il serait plus équitable, et surtout il éviterait que par le biais d'un indice « neutre » on ne cesse d'élargir l'éventail des revenus.

Or, les exigences de l'économie, aussi bien que les normes de l'équité imposent que l'on s'efforce au contraire de réduire cet éventail. Il est certain qu'une autre utilisation de l'indice des prix le permettrait.

Avortement: un Code pénal désuet

Un tel sujet, pour être traité à fond, suppose un large débat d'idées, une confrontation systématique des critères de base qui régissent les pensées et le comportement de chacun (aux lecteurs de DP de prendre ici la parole !). Nous ne nous sommes pas aventurés sur ce terrain dans cette première étude qui se veut une approche documentaire (revue des positions en présence) des problèmes posés au législateur suisse chargé de formuler une nouvelle rédaction des articles du code sur ce sujet. (réd.)

En guise d'introduction, un aperçu des principaux faits qui ont amené, entouré et suivi la campagne pour la décriminalisation de l'avortement.

1. La question de la décriminalisation de l'avortement est soulevée dans plusieurs pays européens, au Royaume-Uni en 1967, au Danemark par une loi du 24 mars 1970 et dans l'Etat de New York par une loi du 1er juillet 1970.

2. En 1970, le professeur H. Stamm (Baden) se livre à une enquête sur les avortements licites et illicites en Suisse, il estime ces derniers à 50 000 par année.

Dès 1970, certains cantons renoncent à punir la femme qui s'est fait avorter, contrairement à ce qui est prévu à l'article 118 du Code pénal (CP).

3. 1971 : constitution d'un comité de soutien à l'initiative pour la décriminalisation de l'avortement. Cette initiative a la teneur suivante et vise à inscrire dans la constitution fédérale un nouvel article 65 bis :

« Il ne pourra être prononcé de condamnation pour interruption de la grossesse ».

La personnalité de Me Favre, avocat à La Chaux-de-Fonds, et membre du Parti radical, domine la campagne de soutien à l'initiative.

C'est lui qui publiera une excellente brochure sur le problème de l'avortement :

« Un crime de moins, pour que cesse la punition de l'avortement, une œuvre utile, un devoir moral ».

4. Le 14 décembre 1971, le canton de Neuchâtel transmet à l'Assemblée fédérale une initiative demandant l'abrogation des articles 118-121 CP sur l'avortement.

5. La commission d'experts pour la révision du code pénal suisse est saisie de ce problème et chargée d'examiner les modalités d'une révision des dispositions pénales sur l'avortement.

6. L'initiative sur la décriminalisation de l'avortement est déposée le 1er décembre 1971 à la Chancellerie fédérale, elle est accompagnée de 59 904 signatures valables.

Le Conseil fédéral devra présenter un rapport aux Chambres sur ce sujet dans les deux ans afin de permettre à ces dernières de soumettre l'initiative au peuple dans les trois ans.

7. La pétition « Oui à la vie — Non à l'avortement » recueille 180 000 signatures, elle est déposée à la Chancellerie fédérale le 20 septembre 1972.

La résolution des femmes socialistes suisses (juin 1972)

Alors que les opposants inconditionnels à toute décriminalisation de l'avortement affirment que celui-ci serait un meurtre pur et simple, les partisans de la décriminalisation au contraire, loin de nier la valeur première de l'être humain, accordent une importance tout aussi fondamentale à la liberté de la femme d'accepter ou de refuser de mettre au monde un enfant, liberté qui influence directement le développement harmonieux de tout enfant aimé et entouré à sa naissance.

Quelle que soit l'importance des controverses de principe, un fait s'impose :

La pratique de l'avortement est tellement répandue, sous sa forme licite ou illicite, qu'il faut prendre ce fait en considération et modifier la réglementation actuelle.

L'initiative sur la décriminalisation de l'avortement propose de mettre en vigueur une disposition constitutionnelle (voir plus haut) d'une réelle simplicité. Elle ne comporte aucune limite de temps, aucune autorisation préalable, aucune indication médicale, sociale, juridique ou eugénique.

Dans leur résolution de juin 1972, les femmes socialistes suisses apportent une solution plus nuancée, plus élaborée. Elles considèrent comme primordiales les trois affirmations suivantes :

- La sanction pénale est un moyen inefficace, inadéquat et dangereux pour punir la pratique de l'avortement. Il est indispensable d'y renoncer.
- La femme enceinte a le droit de demander l'interruption de sa grossesse, pour autant qu'elle le fasse **dans les trois premiers mois** de sa grossesse.
- L'Etat doit se préoccuper de l'aspect financier et social de l'interruption de la grossesse.

« Dans les trois premiers mois de la grossesse... »

Comme le rappelle, dans une brochure spécialisée, l'Organisation mondiale de la santé, le facteur temps doit nécessairement intervenir dans toute décision relative à l'interruption de la grossesse. A partir d'un certain stade d'avancement de la grossesse, les risques encourus par la mère ont tendance à augmenter. Cer-

tains objectent que cette limite de temps ne constitue en fait qu'une réserve hypocrite et timorée devant une libéralisation pure et simple de l'avortement.

Ce serait là cependant une manière totalement primaire de nier le problème. Un bref coup d'œil sur les législations étrangères les plus libérales nous montre qu'elles prévoient toutes un délai, vingt-quatrième semaine pour l'Etat de New York, douzième semaine au Danemark, sauf bien sûr s'il s'agit de préserver la vie ou la santé de la personne enceinte. Même le projet dit « Alternativ-Entwurf » en Allemagne qui passe pour relativement libéral souligne cette limite importante de trois mois ¹.

Polémique autour d'un délai

Doutant de la justification d'un tel délai, M^e Favre écrit dans sa brochure (voir plus haut) « que la qualification pénale de l'interruption de la grossesse après trois mois ne manquerait pas de déborder psychologiquement sur la pratique régulière de l'opération pendant ce délai, et maintiendrait au moins partiellement le principe de la criminalisation qui a fait tant de mal ». Une telle prise de position implique que ne sont pris en considération que les risques

1 Un extrait du projet « Alternativ-Entwurf » (version de la majorité):

Paragraphe 105: L'interruption de la grossesse pratiquée au cours des trois premiers mois qui suivent la conception sera punie par une peine d'amende pouvant durer jusqu'à une année*, sauf si la personne enceinte

1. procède elle-même à l'interruption dans les quatre semaines suivant la conception, ou se fait avorter par un tiers,

2. ou si l'interruption est pratiquée par un médecin au cours du deuxième ou troisième mois suivant la conception, et après que la personne enceinte ait pu se rendre dans un centre de consultation.

* La peine d'amende est une retenue sur le revenu de la personne punie.

encourus par la mère, et particulièrement les suites opératoires; à partir de la seizième se-

Le coût de l'interruption de la grossesse

Pour être réalisée dans les meilleures conditions, l'interruption de la grossesse doit avoir lieu en clinique, même si l'hospitalisation ne dure que 24 heures ou 12 heures. Actuellement les caisses-maladie prennent en charge l'interruption de la grossesse si elle se fonde sur une indication médicale précise. Si l'interruption devait dépendre du libre droit de décision de la mère, les caisses-maladie ne donneraient probablement plus aucun subside en soulignant qu'il ne s'agit là en aucun cas d'un traitement destiné à remédier à un état pathologique. Le raisonnement d'ailleurs serait le même qu'en matière de remboursement des moyens contraceptifs par les caisses-maladie.

Il resterait, bien sûr, la voie constitutionnelle pour obliger les caisses-maladie à prendre en charge les frais d'interruption de la grossesse, mais outre que le succès d'une telle initiative n'est pas garanti devant le peuple, il faut admettre que d'autres frais médicaux doivent avoir pour le moment la priorité.

Cependant, pour lutter simultanément contre des honoraires trop élevés en cette matière, et pour faciliter le recours à l'interruption de la grossesse chez les femmes de condition modeste, il serait tout à fait possible d'établir un tarif officiel — fédéral ou cantonal — englobant tous les frais de l'opération et assimilable à d'autres tarifs hospitaliers.

maine le fœtus — on ne parle plus d'embryon à ce stade-là — est beaucoup plus difficile à ex-

traire, ses os se sont déjà calcifiés, sa taille est plus grande et les risques d'hémorragie deviennent sérieux.

Un calcul problématique

Admettons par hypothèse ce délai légal de trois mois pendant lequel l'interruption de la grossesse peut avoir lieu librement, alors que dans un stade plus avancé, celle-ci ne serait admise que sous certaines conditions précises. La question qui surgit tout naturellement est la suivante : qui contrôlera ce délai et sur la base de quels critères ?

La responsabilité

Il ne serait pas sérieux de se fonder uniquement sur les indications de la personne enceinte qui, dans la situation de détresse où elle se trouve souvent, sera tentée de donner des informations fantaisistes. La connaissance exacte de l'avancement de la grossesse est en outre un facteur important pour la réussite de l'interruption, car le choix de la technique appropriée d'avortement en dépend. Or les examens aux rayons X, aux ultra-sons, et l'expertise hormonale permettent de connaître l'état de développement du fœtus avec une marge d'erreur de deux à quatre semaines. L'appréciation du médecin aura donc bien souvent un caractère approximatif et rendra difficile le respect absolu du délai.

Un rôle psychologique

La logique de cette position signifierait que le délai légal a avant tout un rôle psychologique à jouer — rappel des dangers d'une intervention tardive — alors que le chirurgien ou le gynécologue est compétent dans chaque cas pour soupeser et confronter les risques opératoires encourus et les motifs de l'interruption de la grossesse.

La « Tribune de Lausanne » va-t-elle jeter l'éponge ?

Au dernier Comptoir de Lausanne, l'effort « promotionnel » de « 24 Heures » a été renforcé.

Jusqu'à cette année, la course cycliste « A travers Lausanne » était patronnée par la « Tribune de Lausanne ». Discrètement, sur l'affiche de cette manifestation pour 1972, le 8 octobre, le sigle de « 24 Heures » est apparu à côté de celui de la « Tribune ».

On dit cette dernière stagnante ou en perte de vitesse sur les marchés extérieurs au canton, au profit de « La Suisse ». L'édition et la diffusion d'un numéro du dimanche rapporte peu, malgré le prix majoré : il faut payer des salaires augmentés pour le travail dominical.

Le Vaudois moyen, peu porté sur la chose religieuse, va-t-il se trouver privé de sa lecture favorite du dimanche matin ? Ne lui restera-t-il bientôt plus que le choix entre un « 24 Heures » de la veille et le 2^e programme de la Radio

romande, d'ailleurs bien fait et d'une écoute agréable ? La TV, on le sait, n'ouvre son écran aux émissions profanes qu'à partir de midi.

Prépare-t-on le lecteur, en douceur, à cette petite révolution que serait la disparition ou tout au moins la modification profonde du rythme de parution de la « Tribune » ?

On ne s'y prendrait pas autrement que ne le fait M. Marcel Pasche, directeur d'édition de « 24 Heures », numéro du 30 septembre, dans un article intitulé « Grandes manœuvres ».

Une date, d'abord : le 2 octobre, les rotatives de « 24 Heures » ont commencé à rouler chaque matin dès 2 h. 30 au lieu de 6 h. 30. Commentaire : « La lente, mais inexorable dégradation des services auxquels les postes suisses nous avaient habitués a pesé lourd sur notre décision d'avancer le tirage ».

Ainsi, la régie des postes fait les premiers frais de cette opération justificative, dont nous n'avons vraisemblablement sous les yeux que le premier volet. Du phénomène, bien actuel et tout aussi inexorable de la concentration de la presse, dans lequel le service postal et ses parti-

cularités n'est qu'un élément parmi d'autres, on ne parle pas ou pas encore.

Un autre pion est avancé : « Nos agents de vente nous ont confirmé que l'édition du samedi est très souvent conservée et lue jusqu'au dimanche ». Voilà les marchands de journaux promus au rang d'agents du marketing.

Une autre date : « Dès le samedi 28 octobre, l'édition samedi-dimanche de notre journal sera une agréable découverte pour tous ».

Le 28 octobre, il y aura 4 semaines que « 24 Heures » sortira une édition matinale, distribuable mais pour le moment non distribuée à Lausanne.

Un mois à l'essai.

On voit mal une société éditrice se faisant sa propre concurrente en conservant deux journaux du matin.

On la voit encore moins nuisant à la « Tribune » du dimanche et à son supplément hebdomadaire par un « 24 Heures week-end » plus copieux.

LA SEMAINE DANS LES KIOSQUES ALÉMANIQUES

Absorption

Le magazine hebdomadaire « Sonntags Journal » disparaît. Il avait perdu beaucoup de son intérêt dans sa partie suisse. Souhaitons que « Die Weltwoche » ne profite pas de son monopole pour réduire le nombre de ses colonnes consacrées à l'actualité nationale.

Pour se rendre compte du niveau où était tombé le « Sonntags Journal », prenons le numéro 41.

Un article sur les manœuvres des troupes d'aviation et de DCA assorti des informations qui

avaient paru déjà dans la presse quotidienne, un autre sur un procès à Brigue (portant sur un accident pendant la course d'automobiles Naters-Blatten), des potins sur la levée de l'interdiction du concubinage dans le canton de Zurich, un texte à propos de la conseillère bernoise représentant le parti des farfadets et qui s'intéresse à Krishna, des indications chiffrées sur la crise des vocations dans l'Eglise catholique. Un maigre bilan qui éclaire la disparition de ce journal. Les progressistes avaient cru à une alternative à la presse conformiste. Ce n'était qu'une entreprise commerciale et elle a échoué.

Dans « Die Weltwoche » (40) Ulrich Kägi consacre un article au congrès du PSS et relève que

le conseiller national Villard, tout en s'en défendant, a joué en fait le rôle d'un petit Nicolas de Fluë ; une conséquence : ses amis de hier ont quitté, battus, le lieu des débats.

Le même journal présente le projet d'un nouveau centre urbain à Olten, qui se révèle délicat en raison des mesures prises dans le domaine de la construction.

La « Weltwoche » relève, enfin, au sujet de l'envoi d'un message explicatif aux électeurs pour la votation sur l'accord avec la CEE, que ceux qui craindront d'être mal informés pourront se plonger dans le volume de 350 pages qui contient le texte intégral de tous les instruments signés.

Une crise financière préfabriquée

Le ton est maintenant donné. Il sera peut-être celui de la campagne électorale de l'an prochain. Pas d'augmentation des impôts avertissent libéraux et radicaux, qui brandissent la menace du référendum. Compression des dépenses surenchérissement des démocrates-chrétiens, qui réclament un remplacement partiel des fonctionnaires démissionnaires. Et chacun espérant tirer profit politique et électoral des difficultés financières et fiscales, porte sur l'état des comptes genevois un diagnostic qui crée peu à peu l'atmosphère d'une crise financière. Ainsi vont les conséquences politiques du récent refus par le peuple du crédit de 44 millions destiné à la construction du collège Henry Dunant (DP 196).

Fin de la période faste

Pour rester sérieux, c'est-à-dire lucide, on relèvera tout d'abord que pendant une dizaine d'années environ, Genève a effectivement vécu une période faste de son histoire. Les recettes dont disposait la collectivité paraissent alors suffire à tous les besoins. On a donc pu bâtir, équiper, développer sans devoir procéder à de douloureux arbitrages entre des intérêts divergents, tout en diminuant graduellement la dette publique.

Déficit de 11 millions

Cette époque est révolue. Les comptes du budget ordinaire pour 1971 sont en déficit de 11 millions. Les besoins ont fini par dépasser les possibilités. L'inflation fait le reste. Il faudra désormais calculer, arbitrer des oppositions et opérer des choix. Après tant d'années d'euphorie, la rudesse de la nouveauté choque et explique que les difficultés actuelles puissent si facilement être présentées comme une crise financière d'enver-

gure. Car seul cet épouvantail est susceptible d'exploitation politique.

On réclame donc l'équilibre du budget des dépenses ordinaires. Image parlante, qui trouve d'autant plus facilement le chemin de l'opinion publique, qu'elle fait coïncider gestion de l'Etat et gestion du ménage. Mais image très trompeuse, dans la mesure où elle n'a qu'un rapport fort lointain avec la théorie et avec la réalité économique moderne.

Une place privilégiée

L'important en effet n'est-il pas bien davantage le rapport entre le service de la dette et les recettes fiscales ? Or sur ce plan Genève occupe avec un pourcentage de 6 % (alors qu'un 10 % apparaît comme un taux normal et supportable) une place privilégiée en Suisse.

En outre la priorité mise sur l'équilibre budgétaire fait oublier qu'il existe des remèdes immédiats, à l'effet rapide, comme l'amélioration de la loi fiscale (Genève n'est-il pas parmi les cantons les moins gourmands en Suisse quant à l'imposition sur la fortune et sur le revenu des sociétés ?) ou le réexamen de la répartition des tâches et des recettes entre le canton et les communes (la Ville de Genève ne vient-elle pas de clore l'exercice 1971 avec un boni de 9 millions de francs ?).

Un dessein politique

Il faut donc voir derrière les déclarations actuelles des partis et des hommes politiques bien plus qu'une préoccupation sérieuse devant les difficultés financières nouvelles. Et le vent de panique que l'on encourage, à la suite des réticences populaires bien naturelles devant la menace d'une augmentation générale des impôts, correspond à un

dessein politique qui, pour demeurer confus, inavouable et quelquefois inconscient, n'en devient pas moins de plus en plus évident. Celui de revenir à la période d'austérité qui régnait à l'époque d'une domination radicale exclusive et qui a valu à Genève un grave retard dans son équipement. Un retard qui n'a pu être partiellement rattrapé qu'au long des dix dernières années seulement.

Seule une politique reposant sur une volonté de poursuivre le développement économique et social du canton, et axée sur des priorités collectives, pourra être opposée aux démagogues qui font déjà porter les économies à venir sur les points politiquement faibles comme la jeunesse. Il y a là pour les partis de gauche l'occasion de reprendre l'offensive et de mettre sur pied un programme commun.

De nouvelles universités ?

Bien qu'il apparaisse possible de répondre jusqu'en 1985 aux besoins sans créer de nouveaux établissements, un certain nombre de projets de nouvelles universités ou facultés s'élaborent actuellement en Suisse :

- Université lucernoise.
- Centre de formation médicale à Saint-Gall au niveau clinique.
- Département des sciences de l'éducation à Aarau.
- Projets d'université dans les cantons de Soleure, Tessin et Grisons.

Qu'en pense le Conseil suisse de la science (cf. DP 197, et l'analyse du rapport paru à ce sujet) ? Dans l'impossibilité de déterminer si, en l'état actuel, la création de nouvelles universités s'avère opportune et moins coûteuse que l'agrandissement des anciennes, il réserve son opinion. A suivre donc !

Du livret aux statistiques

Mon enthousiasme est grand !

Je lis dans la « Gazette de Lausanne » du 30 septembre un article de René Lombard sur la Jeunesse française en 1972. Citant le « Nouvel Observateur » et une enquête de l'IFOP, il écrit : « 20 % seulement de jeunes gens de 18 à 21 ans se prononceraient pour une candidature de la gauche unie (communistes et socialistes) ; 19 % pour un représentant de la majorité ; 10 % pour un « réformateur » (centriste d'opposition ou radical schrébérien) ; 9 % pour un candidat gauchiste (tel MM. Rocard ou Krivine) ; 23 % enfin déclarent qu'ils s'abstiendraient... ». 20 plus 19 plus 10 plus 9 plus 23 = 81...

Où diable ont passé les 19 % restants ?

Toujours plus haut !

Bon, je me suis dit, ils se seront dispersés dans la nature. J'ai continué ma lecture. Et j'ai appris que l'homme politique le plus populaire parmi les jeunes était M. Faure, avec 35 % des suffrages, précédant le « syndicaliste cégétiste Georges Séguy (33 %) ». « François Mitterand ne se place sur l'échelle qu'après Jean Lecanuet, et Michel Rocard précède Georges Marchais ; suit M. Mendès-France (24 %) précédant Alain Krivine (19 %) ». 35 plus 33 plus 24 plus 19 = 111... C'est beaucoup, surtout si l'on tient compte du fait que les pour-cents de MM. Mitterand, Lecanuet, Rocard et Marchais ne sont pas indiqués ! Toujours selon M. Lombard, ces résultats seraient d'autant plus piquants que l'enquête a été sollicitée par un hebdomadaire de gauche. C'est le moins qu'on puisse dire. Ils me semblent surtout révélateurs du niveau très bas de l'enseignement de l'arithmétique dans nos écoles — et peut-être aussi dans les écoles françaises.

M^e Regamey, pour sa part, s'intéresse à l'histoire (« Etrange enthousiasme », « La Nation », 24 juin

1972). S'étonnant de l'enthousiasme de la « Vie protestante » devant l'acquiescement d'Angela Davis, M^e Regamey oppose notre temps aux « grandes périodes d'ordre de l'histoire : deuxième siècle dans l'Empire romain, treizième siècle en France, dix-huitième siècle en Europe occidentale et centrale ».

Va pour le deuxième siècle. Le dix-huitième, je confesse ma perplexité. M^e Regamey aurait-il découvert soudain l'excellence juridique des Massacres de Septembre ? Ou du procès Calas ? (Tout à fait entre nous, je me réjouis que la veuve Calas ait rencontré sur son chemin Voltaire plutôt que ces Messieurs de « La Nation » !)

Ces admirables massacres

Quant au XIII^e siècle en France, vous vous rappelez la croisade contre les Albigeois ? Et cet excellent abbé de Cîteaux, qui, faute de pouvoir distinguer les hérétiques des orthodoxes, criait à ses

soldats : « Tuez-les tous ; le Seigneur connaîtra bien ceux qui sont à Lui » ? « Quelques-uns veulent que soixante mille personnes aient péri ; d'autres disent trente-huit mille, commente Michelet. L'abbé de Cîteaux, dans sa lettre à Innocent III, avoue humblement qu'il n'en put égorger que vingt mille. »

Macédoine cinématographique

A propos, si vous aimez les gens qui ont l'esprit confus, ne manquez pas d'aller voir l'« Orange mécanique » : vous y trouverez une joyeuse salade russe — disons : macédoine de légumes — faite d'« érotisme », de violence, de Beethoven, de critique du christianisme, de Beethoven, de critique de la psychiatrie, d'érotisme, de rapprochements pertinents entre la police anglaise et la SS, de Beethoven, etc. J'imagine que l'auteur s'est laissé guider par sa « créativité »...

J. C.

J' veux pas le savoir

Que l'affaire « Corsair-Milan » ait secoué les officiers supérieurs, qu'elle ait agité le cercle des têtes cerclées, on le comprend sans peine. Que sur le moment se soit exprimée une certaine amertume est donc concevable. L'uniforme n'implique pas une impassibilité inhumaine.

Mais on atteint les limites. Déjà le rapport Oswald avait suscité une fronde ouverte, publique et déclarée. Dans les popotes, M. Gnägi passe pour un ... Les contestataires du groupe « Offensive » l'avaient plus poliment représenté sur un tank avec deux jolies filles. C'était un hommage civil et viril, et pourtant il s'en

offusqua. Mais dans les états-majors, on lui coupe les oreilles tous les jours, ce qui est un hommage militaire et eunuquisant. S'en offusque-t-il ?

Donc, après le premier mouvement d'humeur, les officiers supérieurs en ont remis. Le jour même où M. Celio expliquait aux Chambres fédérales les raisons de la décision du Conseil fédéral, on voyait le colonel Studer commenter en uniforme et en galons. Les grandes manœuvres aériennes, déclarait-il, avaient démontré une chose : nous aurions besoin du « Corsair ». Quand le troubade rouspète, on coupe court : « J' veux pas le savoir ». Quand un colonel rouspète, on lui tend un micro. Qui donc veut le savoir ?